

A black and white photograph of a park or courtyard. In the foreground, there are large, leafy trees on the left and a paved path leading towards a fence. The fence is made of vertical bars and runs across the middle ground. In the background, there are more trees and a building. The overall scene is somewhat desolate and quiet.

**DANS DE MULTIPLES CITÉS,  
LES SALAFISTES PRENNENT PEU À PEU  
POSSESSION DES RUES, DES COMMERCES,  
DES ÉCOLES... SOUS L'ŒIL INQUIET  
DE NOMBREUX MUSULMANS**

Elles ont l'âge de jouer à la balle mais portent déjà le djillbab. Une scène de plus en plus banale dans certains quartiers de banlieue qui, sous l'influence des intégristes, se sont transformés en enclaves. Le salafisme, branche ultrarigoriste de l'islam, ne concerne qu'une infime partie des 4 millions de musulmans français pratiquants. Ses adeptes se disent pacifistes mais, pour combattre les valeurs occidentales qu'ils exècrent et imposer leur idéologie, certains sont partis en croisade. Implantés dès la fin des années 1990, ils ont prospéré sur fond de malaise social et identitaire, bénéficiant souvent de la complaisance des édiles. Une bataille à bas bruit qui gagne les territoires autant que les esprits.

# BANLIEUES LA MARCHÉ TRANQUILLE DE L'ISLAMISME



*Pour la prière du  
vendredi, vers 12 h 30,  
sur le chemin de  
la mosquée Assalâm,  
d'Aulnay-sous-Bois  
qui peut réunir  
jusqu'à 1 400 fidèles,  
le 3 janvier.*



*Al-Andalus, l'une des écoles  
privées musulmanes hors contrat  
de Saint-Denis, 134 élèves.*



*16h30, le 4 janvier, à la sortie.  
Les pères devant la grille  
et les mères assises sur un muret,  
chacun à sa place.*

# PREMIERS CIBLÉS : LES ENFANTS ÉDUQUÉS DANS DES ÉCOLES COMMUNAUTARISTES

Par **Emilie Blachere**



*Vers l'entrée réservée  
aux hommes de la mosquée  
Assalam d'Aulnay-sous-Bois,  
le 3 janvier.*

Le groupe scolaire s'appelle Al-Andalus, du nom donné à la péninsule ibérique sous domination musulmane. C'est aussi le nom qu'Aqmi (Al-Qaïda au Maghreb islamique) a choisi pour sa filiale de communication sur Internet. Cette école privée à Saint-Denis, sous la direction de l'association du Centre d'enseignement génération avenir (Cega), est gérée par Mustapha Halloumi. L'imam salafiste, «défavorablement connu» des services de renseignement, a été écarté de sa mosquée, en 2012, par la mairie d'Epinay. Quatre ans plus tard, l'Education nationale lui a délivré un agrément... Il est 16 h 30, les élèves commencent à sortir. Des fillettes voilées courent vers des pères barbus. Ce n'est pas leur barbe – épaisse, longue, parfois teinte au henné – ni leur qamis, longue tunique traditionnelle affectionnée par les salafistes, qui inquiètent le plus, mais leur nombre: «Quand on ne voit plus les mères, c'est qu'il y a un problème d'intégrisme radical», nous explique-t-on.

C'est cette islamisation des ghettos urbains, cette «conquête» de l'islam par l'islamisme que dénonce Bernard Rougier, professeur à la Sorbonne-Nouvelle et directeur du Centre des études

arabes et orientales (CEAO), dans «Les territoires conquis de l'islamisme» (éd. Puf). «Dans certaines cités, on ne fume plus dans les rues, dénonce une habitante de Saint-Denis. Plus jamais les femmes ne discutent entre elles en bas des immeubles. Les couples ne se tiennent plus la main. On n'entend plus de musique...» Les habitants se retrouvent quasi prisonniers de la «umma», la communauté musulmane. A Trappes, toutes les boucheries sont halal. Même constat dans le quartier de la cité de la Rose-des-Vents, à Aulnay-sous-Bois. Ce mardi 31 décembre, jour de marché, les températures sont glaciales, le ciel bleu vif et les femmes voilées. Quelques-unes disparaissent sous le djilbab, qui montre juste leur visage. Dans des effluves de menthe et d'agrumes, les allées sont bordées de stands de vêtements amples, de voiles islamiques et de livres religieux. Des hommes fument devant des bars bondés. A l'intérieur, pas de femme. «L'accès ne leur est pas interdit, dira une Aulnaysienne, mais ici on pense que les femmes n'ont rien à faire dans un café!»

Rougier explique: «Dans les années 1980 et 1990, le monde musulman a connu une révolution silencieuse avec le triomphe d'une version salafiste de l'islam [...]. Puis celle-ci s'est exportée.» En France, notamment, où de nombreux militants du Groupe islamique armé (GIA) algérien se sont réfugiés. Aujourd'hui, sur les quelque 4 millions de musulmans français fidèles, environ 50 000 adhèreraient à cette mouvance qui développe une approche littéraliste du Coran. Parmi eux, 12 000 seraient des intégristes virulents: ils n'étaient que 5 000 en 2004. Discrètement, à la fin des années 1990, le salafisme s'est enraciné, a dicté ses règles, avec les notions de pur et d'impur, de légal (halal) et d'illégal (haram). Des quartiers populaires, déjà fragiles, se sont transformés en enclaves militantes, l'Etat a déserté, les solidarités anciennes se sont volatilisées. «Les milieux salafistes ou apparentés ont pris en charge les mécanismes de sociabilité longtemps structurés par le Parti communiste», écrit Rougier. Des religieux jouent le rôle de «grands frères», conseillers, banquiers, référents. Et, comme à la grande mosquée

de Sarcelles, limogent manu militari les réfractaires, souvent âgés. Leurs proies: des jeunes oisifs, sans emploi, en rupture scolaire et sociale, parfois délinquants.

Noam Anouar\* est un ancien policier du renseignement territorial en Seine-Saint-Denis. Pendant dix ans, il a alerté sa hiérarchie sur la «montée spectaculaire et progressive du salafisme» dans le département, précisant que «la plupart de ses adeptes sont pacifistes. [...] Mais le salafisme exècre toute collaboration avec une autorité autre que théologique. Ses adeptes excluent la moindre forme d'expression républicaine, du vote lors des élections à la scolarisation des enfants dans le public...»

Des prêches enregistrés par des cheikhs étrangers alimentent les réseaux sociaux. Il y aurait encore plus d'une centaine de mosquées salafistes en France. Certaines, équipées de brouilleurs pour déjouer les écoutes. Cette année, l'imam de Champigny a encouragé le viol conjugal, déclarant que «le devoir de la femme est de se soumettre au désir (Suite page 70)

de son mari», et expliquant que les violences conjugales chez les «mécraants» étaient dues aux femmes qui se refusent à leurs maris, ce qui n'arrive pas avec les bonnes musulmanes... Il n'a pas été inquiété. A Mantes-la-Jolie, Aubervilliers, Pantin, les thèmes de l'islamophobie, des discriminations sont abordés avec agressivité. On appelle à ne pas voter ni se soumettre aux lois, à ne pas se mêler aux juifs, aux chrétiens, aux kouffars (les mécréants). Plus inquiétant, selon les spécialistes: «Des leçons religieuses – des dars – inculquées en petit comité. Ni publicité préalable ni affichage, on connaît leur existence grâce au bouche-à-oreille.» Des cheikhs itinérants abordent les sujets tabous: les «frères qui font le métier de chauffeur de taxi» ont-ils le droit de «charger des femmes mal vêtues», voire de les «accompagner dans des lieux qui sont interdits»? On conseille de ne pas se raser la barbe, de ne pas se laisser pousser la moustache, de ne pas s'habiller «comme eux» ni de célébrer les fêtes chrétiennes ou les anniversaires... Ils sont français donc non expulsables.

Selon Noam Anouar, les recrutements dans les mosquées sont rares. «C'est ailleurs qu'il faut chercher! Dans les appartements, les halls d'immeuble, les caves, les garages, les écoles coraniques clandestines, les salles de sport...» Via leurs multiples associations, les islamistes distribuent vêtements, nourriture. Sur les terrains de foot, ils offrent des sodas, étendent leur toile dans les lycées, les universités. Mais restent en dehors des mairies... Ils les laissent aux Frères musulmans qui, eux, s'intéressent «à la conquête de l'espace politique institutionnel, explique Bernard Rougier. Les "fréristes" constituent des listes aux municipales, des groupes de pression pour instrumentaliser la justice, des associations de gauche... Leur objectif, c'est la défense d'intérêts communautaires avec comme horizon la transformation du groupe de pression en parti le moment venu. Ils se réclament de la doctrine du "juste milieu", qui se trouve entre deux abominations équivalentes à leurs yeux: la laïcité d'un côté et le djihadisme de l'autre. [...] Et veulent, par une participation prétendument citoyenne, modifier les cultures politiques des Etats de l'Union européenne.»

En 2006, Mohamed Louizi, un ingénieur marocain, ex-président des Etudiants musulmans de France, a quitté le mouvement qui l'avait enrôlé à l'âge de 13 ans. Et publié «Plaidoyer pour un islam apolitique» (éd. Michalon). «C'est les Frères qui vous choisissent, pas l'inverse, nous raconte-t-il. Très vite, on exige que vous prêtiez allégeance à l'idéologie. Votre patrie n'est plus la France ou le Maroc, c'est l'umma. Elle est spirituelle, régie par un guide suprême à qui l'on doit obéissance et soumission. Nos missions sont menées au nom de Dieu. Et Dieu

nous regarde... Imaginez cette pression psychologique écrasante pour un adolescent. On oublie de penser.» Mohamed décrypte la stratégie d'islamisation globale des Frères en Europe, révèle comment ils s'infiltrèrent à des postes stratégiques, dans les entreprises ou les conseils municipaux. Des listes communautaires se multiplient, des noms émergent, dont celui de Samy Debah, professeur d'histoire-géographie et fondateur du Collectif contre l'islamophobie en France (CCIF). A Garges-lès-Gonesse, dans le Val-d'Oise, il a créé la surprise en arrivant au second tour des législatives avec 13,94 % de voix. Aux municipales, il espère faire mieux. L'Union des démocrates musulmans français (UDMF), qui se définit comme un «mouvement non confessionnel, laïque et profondément républicain», convoite une cinquantaine de villes, dont Montereau-Fault-Yonne, Mantes-la-Jolie, La Courneuve, Chanteloup-les-Vignes, Villetaneuse, Les Mureaux. Dans le 17<sup>e</sup> bureau de Maubeuge, aux européennes en 2019, ils ont



Un fast-food halal, dans le centre commercial O'Parinor, à Aulnay-sous-Bois.

obtenu 40,94 %. Mais cette performance est à mettre en relation avec un taux d'abstention de 77,14 %. Funeste crédulité? Ou cynisme électoraliste? Car «une partie de la gauche a dit aux islamistes: "D'accord, on vous prend sur nos listes, on fait les accommodements nécessaires avec vous."», affirme Bernard Rougier. Ce que confirme une ancienne élue de Cergy: «Leurs candidats ciblent des postes précis, essentiels pour conquérir une ville. Comme les associations, les finances, l'urbanisme ou la petite enfance. Les édiles cèdent aux exigences en échange de voix électorales.» Beaucoup de subventions seraient distribuées à des associations culturelles organisant en réalité des activités cultuelles. On prête des salles qui sont transformées en lieux de culte, on cède des terrains avec des baux emphytéotiques pour y construire des mosquées. Le 31 décembre 2015, le maire d'Aulnay-sous-Bois prêtait un gymnase à Espérance musulmane de la jeunesse française (EMJF). L'association a invité trois fondamentalistes, pro-djihadistes, à prêcher devant 700 personnes... Autant d'électeurs? A trois mois des municipales, la bataille ne fait que commencer. □

Emilie Blachere [@EmilieBlachere](#)

\*Auteur de «La France doit savoir» (éd. Plon).

**UN CHAUFFEUR DE TAXI INTERROGE LE CHEIKH: A-T-IL LE DROIT DE CHARGER DES FEMMES MAL VÊTUES, VOIRE DE LES ACCOMPAGNER DANS DES LIEUX INTERDITS?**



16 h 20, le 4 janvier.  
Ce couple s'apprête  
à récupérer son enfant  
à la sortie de  
l'école Al-Andalus,  
à Saint-Denis.

Au marché du Val-Fourré,  
à Mantes-la-Jolie, le 2 janvier.

